



Montreuil, le 18 avril 2014

**Madame Marylise LEBRANCHU**  
**Ministre de la Réforme de l'État, de la**  
**Décentralisation et de la Fonction publique**  
**80, rue de Lille**  
**75007 PARIS**

Madame la Ministre,

C'est animé par un profond sentiment de colère que je vous écris aujourd'hui au nom de mon organisation syndicale. Je sais ce sentiment très largement partagé par les personnels de la Fonction publique.

Les annonces du Premier ministre mercredi dernier constituent à notre endroit tout à la fois une provocation, une insulte et une agression.

Une provocation car le Premier ministre vient d'exposer sa conception du résultat de la négociation salariale à venir avant même que celle-ci ait débuté.

Une insulte car le Premier ministre prétend avoir de la reconnaissance pour les agents alors qu'il veut les condamner pour trois ans supplémentaires à la diète salariale et qu'il n'a même pas l'honnêteté intellectuelle de reconnaître qu'il mène une politique d'austérité.

Une agression enfin car les coupes budgétaires annoncées vont continuer de dégrader la qualité du service public et les conditions de travail des agents.

Nous le réaffirmons : la politique du gouvernement est injuste puisqu'elle pressure le monde du travail au profit du patronat et des actionnaires, qui en demanderont toujours plus. La politique gouvernementale est de surcroît inefficace puisque l'austérité handicape la consommation et de ce fait grève l'activité économique et donc l'emploi.

Ces mesures mortifères concourent à ce que l'extrême droite rencontre un écho croissant dans le pays. Plusieurs milliers d'agents territoriaux expérimentent déjà ce qu'est la gestion municipale par ce courant politique. Le gouvernement porte une responsabilité écrasante dans cette situation qui met à mal notre République.

Ce mercredi, le Premier ministre a donc fait le choix de l'épreuve de force avec les agents de la Fonction publique et leurs organisations syndicales.

La CGT est résolue à tout faire pour construire le rapport de force unitaire afin d'imposer d'autres choix au gouvernement.

**Dans le cadre de l'appel unitaire des organisations syndicales de la Fonction publique, la Fédération CGT des Services publics dépose donc un préavis de grève de 0 à 24H pour la journée du jeudi 15 mai 2014, préavis couvrant l'ensemble des personnels de la Fonction publique territoriale.**

Avec les personnels, nous comptons bien contraindre le gouvernement à négocier, en particulier sur les revendications suivantes :

- Le dégel immédiat de la valeur du point d'indice ;
- Le rattrapage des pertes salariales ;
- De meilleurs déroulements de carrière ;
- La fin de la politique d'austérité et l'abondement des moyens pour le service public ;
- La fin des suppressions d'emplois et des créations de postes partout où c'est nécessaire.
- La réhabilitation du service public et de la Fonction publique comme outils d'intérêt général, garants de la satisfaction des besoins de la population, de la permanence de la justice sociale et territoriale, et du développement économique.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos respectueuses salutations

Pour la Fédération CGT des Services Publics,  
Baptiste TALBOT,



Secrétaire général